

Ouverture de l'atelier sur l'évaluation des capacités phytosanitaires au MSIRI à Réduit



Page 3



Projet Réseau Cyclable : Promotion du vélo comme mode de transport écologique

Page 3

France

Réforme des retraites: les contre-vérités d'Emmanuel Macron



Page 4

Réforme de la justice en Israël: Netanyahu annonce une «pause»



Page 5

En Equateur, au moins sept morts et soixante-deux disparus dans un glissement de terrain



Page 5

FOOT NEWS



Le Sénégal impressionne, la Tunisie invaincue et le Mali proche de la qualification

Page 8



La France bat l'Irlande et conserve la tête de son groupe

Page 8

A la télé aujourd'hui



07.00 Local Prod: Profil
07.35 Local: Priorite Sante
08.01 Local: Rodrig: Sa Lavi-La
09.05 Local: Ecriture Mauricienne
11.10 Tele: Rubi
12.00 Le Journal
12.25 Tele: Fierce Angel
13.15 Local: Les Klips
14.07 Local: Priorite Sante
14.37 D.Anime: L'Heure Du

Conte
14.49 D.Anime: Early Learning
15.32 D.Anime: Tempete De Boulette
17.30 Mag: Bricks 'O' Brian
18.00 Live: Samachar
18.30 Other: Radha Krishna
19.00 Planet Bollywood
19.30 Journal & La Meteo
20.30 MBC Production
21.25 Morisien Konn Ou La Sante
22.20 Film: Whiteblood With J.R. Villarreal, Ruben Rabasa



07.00 DDI Live
10.00 Suhani Si Ek Ladki
12.00 Film: Resham Ki Dori Starring Dharmendra, Saira Banu
14.14 DDI Magazine
15.00 Live: Samachar
15.32 Saare Tujhyachsathi
15.49 Bommarillu
16.15 Sondha Bandham
16.26 Serial: Rabba Mainu

Maaf...
16.53 Saaton Vachanwa Saath...
17.18 Bhakharwadi
17.31 Serial: Kulvadh
18.00 Serial: Oh! My Sweet Liar!
18.30 Local: DDI Magazine
19.00 Journal Kreol
19.30 Serial: Radha Krishna
19.59 Programme In Marathi
20.35 Film: Kaul Manacha Starring: Sameer Dharmadhikari, Tanvi Kamat, Amruta Patki



06.00 Mag: Healthy Living
06.37 Doc: World Heritage
07.07 Mag: Check In
07.33 Doc: La Route De La Soie
09.01 Mag: Saladeria
10.10 Rodrig - Klip Seleksion
11.32 Mag: Foodland
18.00 Mag: Motorweek
18.26 Mag: Japan Video

Topics
19.00 Student Support Prog...
19.30 Mag: The Inside Story
20.30 Local: News (English)
20.50 Fine Arts Sculptures
21.22 Mag: Saladeria
22.17 Mag: Smoothie Mania
22.20 Focus On Europe
22.44 Doc: Mariupol: A Story...
23.31 Mag: Motorweek
23.57 Mag: Vous Et Nous
00.25 Doc: World Heritage
01.01 Mag: The Inside Story
01.27 Doc: Planet Home



01.31 Film: Rememory
03.19 Serial: Timeless
04.00 Film: The Bounty Men
05.35 Tele: Tour De Babel
06.13 Serial: The Inbetween
06.53 Film: Lake Effects
08.45 L'Incroyable Hulk
10.20 Tele: Fierce Angel
11.05 Serial: Timeless
12.01 Film: The Bounty Men
13.41 Tele: Tour De Babel

14.35 Film: Lake Effects
16.33 L'Incroyable Hulk
17.12 Mag: Red Carpet
18.05 Tele: La Beaute Du Diable
19.00 Tele: Fierce Angel
19.37 Serial: Hank Zipzer
20.05 Tele: L'Envers Du Paradis
20.30 Seiral: Madam Secretary
21.15 Film: Nobel Son Avec: Alan Rickman, Bryan Greenberg



06.38 Film: Auzaar Starring: Sanjay Kapoor, Salman Khan
11.27 / 20.06 - Radha Krishna
11.31 / 20.26 - Anupamaa
12.01 / 20.02 - Mere Sai
12.30 / 20.46 - Kismat Ki Lakiron
12.56 / 21.09 -

Yeh Teri Galiyan
13.25 / 21.50 - Patiala Babes
14.50 / 22.15 - Bade Acche Lagte Hai 2
15.24 Film: Tyagi Starring: Rajinikanth, Jayaprada, P. Chopra, Shakti Kapoor...
18.00 Live: Samachar
18.30 Udaali Bhagya
19.00 Udaariyaan
19.30 Kuch Rang Pyar Ke...
20.00 Sasural Simar Ka 2
20.30 Radha Krishna

La température d'une planète cousine de la Terre mesurée pour la première fois

Une prouesse de plus pour le James Webb : le télescope spatial géant a réussi à mesurer pour la première fois la température d'une planète rocheuse "cousine" de la Terre, située à 40 années lumière de notre système solaire, selon une étude publiée lundi.

Le puissant télescope James Webb a encore frappé. Découvert en 2017, le système Trappist-1 compte sept planètes tournant autour d'une petite étoile "froide", une naine rouge, deux fois moins chaude que le Soleil.

Ce système planétaire est une cible de choix du télescope James Webb (JWST), développé par la Nasa et en service depuis juillet 2022, dont l'une des missions est de sonder l'atmosphère d'exoplanètes potentiellement habitables, au-delà du système solaire.

Trappist-1 est un "excellent laboratoire" pour cette quête, souligne la Nasa dans un communiqué : il est proche du système solaire et ne comporte que des planètes rocheuses, toutes de taille et de masse similaires à la Terre.

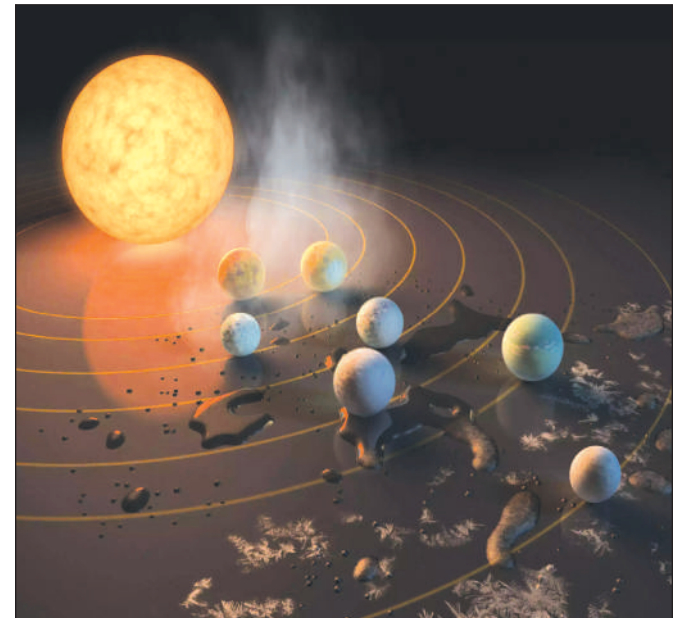
Mais il est difficile de connaître leurs caractéristiques car les exoplanètes ne peuvent pas s'observer directement à une si grande distance, contrairement aux étoiles autour desquelles elles orbitent. Pour les détecter, les astronomes utilisent la méthode des transits qui capte les variations de luminosité provoquées par le passage de la planète devant son étoile-hôte, telle une micro-éclipse.

L'imageur Mirim du JWST, capable d'observer dans l'infrarouge moyen, a pu capter une éclipse dite secondaire, quand la planète passe derrière son étoile. En l'occurrence la planète Trappist -1b, la plus proche de l'étoile Trappist-1 et donc la plus facile à étudier car ses transits sont plus nombreux.

"C'est juste avant de disparaître derrière l'étoile que la planète rajoute le plus de lumière (à celle de l'étoile) car elle montre quasiment exclusivement sa face +jour+", explique à l'AFP Elsa Ducrot, astrophysicienne au Commissariat à l'énergie atomique (CEA), co-auteur de l'étude parue dans Nature.

"Nouvelle ère" pour les exoplanètes

En comparant la quantité de lumière détectée avant et pendant l'occultation, les scientifiques en déduisent la part émise par la planète. Il s'agit de lumière détectable seulement dans l'infrarouge moyen, longueur d'onde jusqu'ici inexploitée par les astronomes, qui permet de détecter l'émission thermique de la planète: le JWST agit "comme un thermomètre géant sans contact", commente la Nasa dont l'un des astrophysiciens, Thomas Greene, est l'auteur principal de l'étude.



principal de l'étude.

La mesure de la température de Trappist-1-b est une première pour une exoplanète rocheuse. Il y fait environ 230 degrés Celsius côté jour, suggérant "qu'il n'y a pas de redistribution de la chaleur sur l'ensemble de la planète, rôle assuré par une atmosphère", précise le CEA, qui a conçu l'imageur Mirim.

Conclusion : Trappist-1b "n'a pas, ou peu d'atmosphère", développe Elsa Ducrot, soulignant qu'il faudra fouiller à d'autres longueurs d'onde pour trancher. Ce qui est sûr en revanche, c'est que si atmosphère il y a, elle ne contient pas de dioxyde de carbone, poursuit l'astrophysicienne.

Autant de détails qu'un précédent télescope, Spitzer, n'était pas parvenu à détecter "malgré l'observation de 28 éclipses secondaires de Trappist-1b". "Le James Webb les a vus en une seule éclipse !", se félicite la scientifique.

En révélant pour la première fois l'atmosphère autour d'une planète rocheuse, le télescope développé par la Nasa ouvre "une nouvelle ère" pour l'étude des exoplanètes, ajoute-t-elle.

Trappist-1b se situe trop près de son étoile pour être susceptible d'abriter des formes de vie telle qu'on la connaît. Mais son observation peut fournir de précieuses informations sur ses planètes sœurs, abonde la Nasa, dont Trappist-1e, Trappist-1f et Trappist-1g qui, elles, se trouvent en zone habitable. Une région ni trop chaude ni trop froide pour avoir de l'eau liquide, condition propice à une vie extra-terrestre.

France 24 déplore vivement la suspension de sa diffusion au Burkina Faso

France 24 a pris connaissance le lundi 27 mars 2023, par la voie d'un communiqué du gouvernement du Burkina Faso, de la suspension "sine die" de la diffusion de ses programmes dans le pays. La direction de France 24 déplore cette décision et conteste les accusations sans fondement qui mettent en cause le professionnalisme de la chaîne.

Le gouvernement burkinabè reproche à France 24 la diffusion d'une "interview du Chef d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI)", alors que jamais la chaîne ne lui a donné la parole directement, prenant soin de relater ses propos sous la forme d'une chronique permettant la distanciation et la contextualisation nécessaires. En outre, cette chronique permettait pour la première fois de confirmer que l'otage français Olivier Dubois, libéré depuis, était retenu par AQMI.

France 24 s'indigne des propos outranciers et diffamatoires du gouvernement burkinabè, associant la chaîne à "une agence de communication pour ces terroristes", qui tentent de décrédibiliser la chaîne, dont l'indépendance et la déontologie ne sont plus à démontrer. France 24 rappelle son attachement sans faille à la liberté d'informer comme au travail professionnel de ses journalistes.

En outre, la décision de suspendre la chaîne intervient sans préavis et sans que n'aient été mises en œuvre les



procédures prévues par la convention de diffusion de France 24 établie par le Conseil Supérieur de la Communication du Burkina Faso. Pourtant, des échanges continus entre l'autorité de régulation et des représentants de France 24 ont toujours permis un dialogue constructif. Jamais n'a été évoqué le motif qui sert de prétexte aujourd'hui au gouvernement du pays pour justifier la suspension de la diffusion de la chaîne. En décembre 2022, le gouvernement burkinabè avait déjà suspendu la radio RFI dans les mêmes conditions exorbitantes du droit commun, s'exonérant de tout respect des procédures.

Au Burkina Faso, France 24 est suivie par un tiers de la population chaque semaine et plus de 60 % des cadres et dirigeants. Elle reste accessible en réception satellitaire directe via Eutelsat 16 A et SES 5, sur YouTube, Internet et les réseaux sociaux.

Ouverture de l'atelier sur l'évaluation des capacités phytosanitaires au MSIRI à Réduit

Un atelier de cinq jours sur l'évaluation des capacités phytosanitaires (ECP) dans le cadre du projet « Renforcement des capacités et de la gouvernance en matière de contrôle alimentaire et phytosanitaire », s'est ouvert, au Mauritius Sugar Industry Research Institute (MSIRI), à Réduit.

L'Attorney General et ministre de l'Agro-industrie et de la sécurité alimentaire, M. Maneesh Gobin, le correspondant national de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), M. Poojanraj Khurun, et d'autres personnalités étaient présents à cette occasion.

Ce projet a été financé par la FAO afin de s'assurer que l'Office national de la protection des végétaux (ONPV) est en meilleure position pour relever les défis et mettre en place une action coordonnée contre la propagation des ravageurs et des maladies qui menacent la sécurité alimentaire.

Dans son discours d'ouverture, le ministre Gobin a indiqué que cette formation arrive à un moment opportun où il est nécessaire d'améliorer la prestation de services de l'ONPV. "Avec l'augmentation du commerce et de la circulation des personnes, il y a un risque plus élevé de nouveaux ravageurs et maladies des plantes entrant dans le pays, c'est pourquoi certains vols ne sont pas autorisés de La Réunion à Maurice la nuit pour empêcher la propagation des ravageurs", a-t-il déclaré. ajoutée.

Ce projet, a souligné M. Gobin, aidera l'ONPV à évaluer sa capacité à mettre en œuvre les exigences phytosanitaires inter-



nationales à l'aide de l'outil PCE de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV).

En outre, le ministre a souligné l'importance d'importer uniquement des aliments transformés, tels que des dattes transformées uniquement, et non des produits frais, car il pourrait y avoir une possibilité qu'ils apportent des parasites dormants, qui pourraient proliférer à Maurice. Sur cette note, M. Gobin a réitéré l'engagement du gouvernement à améliorer ses systèmes alimentaires et a également encouragé les commerçants à renforcer leurs exportations à travers l'élargissement des horizons des marchés extérieurs en se conformant aux normes et pratiques internationales.

Pour sa part, le correspondant de la FAO, M. Poojanraj Khurun, a souligné l'importance de prêter attention à la qualité et à la sécurité des aliments afin de promouvoir la sécurité alimentaire en ce qui concerne la santé et la valeur nutritionnelle des aliments.

En outre, il a souligné que des systèmes nationaux de contrôle des aliments et des

systèmes phytosanitaires solides et qui fonctionnent bien sont des conditions préalables essentielles pour garantir des aliments sûrs et sains aux consommateurs d'une part, et pour se conformer aux exigences de l'Organisation mondiale du commerce en matière de commerce international d'autre part.

« Le défi majeur que nous prévoyons est de s'adapter à la nature multisectorielle des systèmes de contrôle alimentaire et il est donc important que la FAO et l'Organisation mondiale de la santé aient mis en place conjointement les outils d'évaluation du système de contrôle alimentaire et l'outil d'évaluation des capacités phytosanitaires. qui est transmis aux institutions compétentes pour garantir que des aliments plus sûrs parviennent aux consommateurs », a ajouté M. Khurun.

L'outil d'évaluation des capacités phytosanitaires

L'ECP fournira un examen complet du système phytosanitaire de Maurice et contribuera aux efforts de la FAO pour réaliser sa vision et son objectif mondial d'assurer la

sécurité alimentaire et s'assurer que les gens ont un accès régulier à suffisamment d'aliments de haute qualité pour mener des activités actives et des vies saines.

Le PCE se déroulera en trois sessions en présentiel à Maurice, ceci étant la première mission. À la fin de la troisième mission, un projet de plan stratégique sera élaboré en fonction des faiblesses identifiées et un cadre logique sera élaboré qui pourra être utilisé pour développer et orienter des projets pour surmonter les faiblesses.

L'outil d'évaluation des capacités phytosanitaires de la CIPV sera utilisé pendant l'atelier et couvre 13 domaines de capacité phytosanitaire qui comprennent le cadre législatif et réglementaire, la capacité institutionnelle et les compétences des ressources humaines, les capacités de diagnostic des ravageurs et des maladies, l'analyse des risques phytosanitaires, la surveillance et l'éradication des ravageurs, l'inspection des systèmes et les points d'entrée ou de contrôle de sortie, les systèmes de certification des exportations et la capacité de signalement des ravageurs.

Il facilite l'identification et la hiérarchisation des besoins phytosanitaires organisationnels afin de développer des stratégies et des plans pour améliorer l'exportation, l'importation et le contrôle national. Il aide également l'ONPV à évaluer ses besoins en capacités phytosanitaires en relation avec la mise en œuvre des droits et responsabilités de la CIPV et la mise en œuvre des normes internationales pour les mesures phytosanitaires.

Projet Réseau Cyclable :

Promotion du vélo comme mode de transport écologique

Un plan pour le projet de réseau cyclable pour les régions de Beau Bassin, Rose-Hill et Ebène, visant à promouvoir le vélo comme mode de transport écologique à travers l'île Maurice, a été présenté, par l'Unité de gestion du trafic et de la sécurité routière, à la Municipalité Conseil de Beau Bassin/Rose-Hill.

L'objectif était de faire le point sur les différents aspects du projet avec les différentes parties prenantes et de formuler des recommandations.

Le ministre des Transports terrestres et du Métro léger, ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international, M. Alan Ganoo ; la ministre de l'Intégration sociale, de la Sécurité sociale et de la Solidarité nationale, Mme Fazila Jeewa-Daureeawoo ; et le maire du Conseil Municipal de Beau Bassin/Rose Hill, M. Jean Didier David Utile, étaient présents.

Dans une déclaration, le ministre Ganoo a souligné que dans le programme gouvernemental 2020-2024, le gouvernement a introduit un cadre de politique nationale sur le cyclisme pour encourager le cyclisme pour les loisirs et les loisirs ainsi que pour le transport et le tourisme. Il a déploré que le vélo soit devenu moins populaire au fil des ans tout en soulignant que le vélo est le mode de transport le plus accessible, le plus abordable et le plus écologique pour les courtes distances.

Le ministère des Transports terrestres et des trains légers, a-t-il dit, travaille sur une stratégie globale pour mettre en œuvre un réseau cyclable à travers le pays dans le cadre de la vision du gouvernement de moderniser les infrastructures routières. Il a ajouté que quatre régions ont été identifiées pour mettre en œuvre le projet pilote, à savoir Beau Bassin/Rose-Hill, Grand Baie, Flacq et Vacoas, et seront ultérieurement étendues à d'autres régions.



Il a souligné que les pistes cyclables dédiées seront incluses dans les plans de développement des infrastructures routières conformément aux pratiques internationales. Il a également parlé des avantages du projet, notamment : l'amélioration de la santé de la population, la réduction des embouteillages, la réduction des émissions de gaz et la motivation des gens à utiliser le métro comme premier et dernier kilomètre de connectivité.

Quant à la ministre Jeewa-Daureeawoo, elle a indiqué que le projet permettra de recréer une culture de l'utilisation du vélo comme moyen de transport commun pour les trajets courts parmi la population. Le projet a été conçu en tenant compte de la sécurité des cyclistes sur les routes, d'où l'importance d'inclure une piste cyclable dans nos réseaux routiers, a-t-elle déclaré. Cela contribuera également à faciliter les déplacements de la population et la fluidité du trafic dans les régions urbaines, a-t-elle ajouté.

Le projet sera mis en œuvre sur une base pilote avec la construction de la Phase 1 du Réseau Cyclable Beau Bassin/Rose Hill/Ebène, où un réseau cyclable de près de 6,5 km sera construit. Le réseau consistera en la construction de pistes cyclables, de rues cyclables et de pistes cyclables sur route et séparées menant à diverses destinations dans la ville. Des équipements tels que des supports à vélos, des panneaux de signalisation et des marquages routiers, des limites de vitesse et des dispositifs d'apaisement de la circulation seraient également fournis.

NOTICE FOR CHANGE OF NAME

Notice is hereby given of Mr. Kannarajoo RAJAGOPALL and Mrs. Selvambal RAJAGOPALL (born PAPOU) of Rampasad Seedoyal St, 5th Mile, Beau Bassin have applied to the Honourable Attorney-General for leave to change the name of their minor daughter Gyanavi into that of Gnanavi so that in the future she shall bear the name and surname Gnanavi RAJAGOPALL.

Objections, if any, should be filed in the registry of the Office of the Attorney-General within a period of 28 days as from the last date of publication of the said notice in the papers.

Applicants: Mr. Kannarajoo RAJAGOPALL and Mrs. Selvambal RAJAGOPALL (born PAPOU)

Date: 28/03/2023

Notice under section No. 4(2)(3) of the private security service act 2004.

Take notice that **Mr. Sharat Chandradeo Seeboruth**, representing Safewatch Security Services Ltd with registered office at Sadally Road, Vacoas has applied to the commissioner of police for the issue of a private security service provider license.

Any interested person who so wishes to lodge with the commissioner of police such objection as he may have against the application, may do so in writing not later than 21 days after the last day of publication.

CHANGE OF NAME

Notice is hereby given that **Ms Doorvatee GOPAUL** of B. 35, Colibri, La Tour Koenig, Pointe Aux Sables, has applied to the Honourable Attorney General for leave to change her name **Doorvatee** into those of **Kareena Doorvashee**, so that in the future she shall bear the names and surname of **Kareena Doorvashee GOPAUL**.

Objections, if any, should be filed in the Registry of the office of the Attorney General within a period of **28 days** as from the last date of publication of the said notice in the papers.

Dated this 21st day of March 2023.

Ms Doorvatee GOPAUL
Applicant

France

Réforme des retraites : les contre-vérités d'Emmanuel Macron

Le président de la République a défendu sa réforme des retraites, mercredi, en usant de plusieurs contre-vérités pour justifier les options prises par son gouvernement. France 24 fait le point sur ces affirmations trompeuses.

Emmanuel Macron a reconnu, mercredi 22 mars, demander "des efforts" aux Français avec sa réforme des retraites qui prévoit de reculer l'âge légal de départ de 62 ans à 64 ans et a déclaré comprendre leur "colère légitime". Un aveu qui tranche avec la présentation de la réforme faite début janvier par sa Première ministre, Élisabeth Borne, qui parlait alors d'une "réforme de justice" et de "progrès".

En revanche, le chef de l'État a multiplié les contre-vérités et autres approximations pour justifier sa réforme et les options choisies. France 24 en dresse la liste et apporte les précisions nécessaires.

Emmanuel Macron s'appuie sur la démographie comme principale raison pour justifier sa réforme des retraites. Si ses chiffres sont exacts – il y avait bien autour de 10 millions de retraités lorsqu'il est sorti de l'ENA en 2004 et il devrait effectivement y avoir environ 20 millions de retraités en 2030 –, la nécessité d'une nouvelle réforme en raison de l'accroissement du nombre de retraités n'est pas avancée par le Conseil d'orientation des retraites (COR).

Si un déficit à venir de 0,1 % du PIB en 2023 à 0,8 % du PIB en 2050 est effectivement annoncé dans le dernier rapport du COR, publié en septembre 2022, celui-ci souligne toutefois : "Les résultats de ce rapport ne valident pas le bien-fondé des discours qui mettent en avant l'idée d'une dynamique non contrôlée des dépenses de retraite." Une affirmation répétée début 2023, à la fois à l'Assemblée nationale et au Sénat, par le président de cette institution, Pierre-Louis Bras.

Et pour cause, la dynamique démographie n'est pas nouvelle. Les précédentes réformes des retraites, et en particulier celles de 2010 et de 2014, en tenaient déjà compte. C'est ainsi que la part des dépenses de retraites dans le produit intérieur brut (PIB) devrait rester à peu près stable dans l'avenir, selon le COR. Même sans réforme, ces dépenses passeraient de 13,8 % du PIB en 2021 à 13,9 % en 2027, avant d'atteindre une fourchette de 14,2 % à 14,7 %, selon les scénarios, de 2028 à 2032. À plus long terme, entre 2032 et 2070, la part qu'elles représentent par rapport à la richesse nationale "serait stable ou en diminution", "dans une fourchette allant de 12,1 % à 14,7 %" en 2070, anticipe le COR.

Pour autant, le système de retraite sera bel et bien déficitaire dans les années à venir, ce qui peut justifier, politiquement, la nécessité de mener une réforme. Mais rien n'obligeait à changer l'âge de départ légal à la retraite, d'autres leviers pouvant être actionnés pour combler les futurs déficits.

Emmanuel Macron évoque justement les principaux autres leviers à sa disposition pour combler le déficit du système des retraites, se laissant aller, là aussi, à quelques inexactitudes. Si les ménages faisant partie des 10 % les plus pauvres touchent en moyenne une pension de 790 euros par mois, rappelons que les ménages parmi les 10 % les plus aisés reçoivent en moyenne une pension de 4 040 euros par mois, selon l'Observatoire des inégalités. Tous les retraités ne sont donc pas logés à la même enseigne.

Concernant les cotisations salariales, le chef de l'État a mis en avant les problèmes de pouvoir d'achat des Français pour justifier son refus d'explorer cette piste. Pourtant, 59 % des Français se disent prêts à cotiser davantage pour éviter de travailler plus longtemps, selon un sondage Ifop pour le Journal du Dimanche publié en janvier 2023.

Surtout, Emmanuel Macron exclut de demander le moindre effort aux entreprises, affirmant que "ce n'est pas comme ça que marchent les retraites". Faux : les pensions de retraites sont financées par les cotisations salariales et patronales, la part patronale étant même supérieure (60 %) à la part salariale (40 %).

Emmanuel Macron s'est efforcé durant toute son interview d'apparaître comme un président "responsable" qui accepte de mener "une réforme impopulaire" pour l'intérêt général des Français. Il a de surcroît regretté que les oppositions fassent le choix de laisser filer les déficits.

Qu'en est-il ? Le Rassemblement national, qui souhaite maintenir l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans mais avec la possibilité de partir à 60 ans pour les carrières longues, propose de financer le système grâce à un encouragement de la natalité, la réindustrialisation de la



France et l'augmentation des salaires, mais assume par ailleurs que son projet ait "10 milliards d'euros de déficit", selon les propos de la députée Laure de Lavalette.

En revanche, ce n'est pas le choix fait par les partis de la Nupes (La France insoumise, Parti socialiste, Europe Écologie-Les Verts, Parti communiste), favorables à la retraite à 60 ans avec 40 années de cotisation, qui proposent de financer le système en augmentant les salaires – ce qui aurait pour effet d'augmenter les recettes de cotisations –, en imposant l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, en créant un million d'emplois, en augmentant les cotisations des hauts revenus et en supprimant la plupart des exonérations de cotisations.

Le président de la République est venu avec un graphique du journal Le Parisien pour montrer que les Français partent plus tôt à la retraite que leurs voisins européens. Si Emmanuel Macron a raison, il convient toutefois de nuancer cette affirmation.

Si la comparaison de l'âge légal de départ à la retraite montre effectivement de grandes disparités, il est préférable de comparer l'âge effectif de départ. Car pour avoir une retraite complète, les Français doivent actuellement cotiser 42 ans et sont donc souvent contraints de travailler au-delà de 62 ans – nombre d'entre eux ayant des carrières incomplètes doivent même aller jusqu'à 67 ans, âge d'annulation de la décote. Au contraire, les Allemands, par exemple, dont l'âge de départ est fixé à 66 ans, préfèrent souvent partir plus tôt, quitte à toucher une pension plus faible.

Ainsi, selon un rapport dressant un "panorama des systèmes de retraite en France et à l'étranger" publié en 2022 par le COR, l'âge moyen de liquidation des droits à la retraite en France était en 2019 de 62,6 ans pour les femmes et de 62,0 ans pour les hommes. La même année, cette moyenne était, pour les femmes, de 63,3 ans en Italie, 63,7 ans en Belgique, 64,3 ans en Espagne, 64,4 ans en Allemagne et en Suède et de 66,0 ans aux Pays-Bas. Pour les hommes, elle était de 62,5 ans en Belgique, 63,1 ans en Italie, 63,7 ans en Espagne, 64,0 ans en Allemagne, 64,4 ans en Suède et 66,0 ans aux Pays-Bas.

Un écart qui continue de se resserrer puisque la réforme Touraine de 2014 allonge progressivement la durée de cotisation à 43 annuités – l'actuelle réforme vise à accélérer ce processus – et que l'âge de départ effectif moyen à la retraite en France s'acheminait déjà, d'ici la fin des années 2030, vers les 64 ans, selon le COR.

Emmanuel Macron a accusé les syndicats, et en particulier la CFDT, de n'avoir proposé aucun "compromis" sur sa réforme des retraites et d'avoir joué la politique de la chaise vide. "Déni" et "mensonge", a répondu Laurent Berger, le patron de la CFDT, "sur le fait qu'il n'y aurait de la respons-

abilité que dans un camp, sur le fait que la CFDT aurait proposé à son congrès une augmentation de la durée de cotisation, (...) sur le fait qu'on [n'aurait] pas fait de contre-propositions".

Si les syndicats sont unanimes pour s'opposer au recul de l'âge légal de départ à la retraite, ils défendent en revanche des propositions différentes. La CGT est ainsi favorable à un retour à la retraite à 60 ans, tandis que la CFDT propose un régime universel à points. Ils ont toujours été ouverts au dialogue depuis le début des discussions, à l'automne dernier, avec le gouvernement, mais ont déploré l'inflexibilité de l'exécutif sur les 64 ans.

Il est toutefois vrai que lors du Congrès de Lyon, en juin 2022, la direction de la CFDT avait essuyé un camouflet en étant contrainte par un vote interne de durcir sa résolution générale. Les délégués avaient adopté un amendement affirmant que "l'allongement de l'espérance de vie ne peut justifier une augmentation de l'âge moyen de liquidation", prenant ainsi le contre-pied de la formulation initiale, qui affirmait que "l'allongement de l'espérance de vie peut justifier une augmentation de l'âge moyen de liquidation".

Le président de la République a jugé que la contestation contre sa réforme des retraites était moins forte que les précédentes. C'est faux. Avec 1,28 million de manifestants partout en France le 7 mars, selon le ministère de l'Intérieur, et 3,5 millions selon la CGT, il s'agit – quelque soit le chiffre choisi – de la plus forte mobilisation enregistrée contre une réforme des retraites.

En comparaison, la mobilisation contre la réforme de 2010 a rassemblé le 12 octobre entre 1,23 et 3,5 millions de personnes. Le 13 mai 2003, entre un million de manifestants, selon les autorités, et deux millions, selon les syndicats, ont défilé contre la réforme Fillon. Et en 1995, les manifestations contre le plan Juppé ont rassemblé à leur apogée, le 12 décembre, entre un million de personnes, selon les autorités, et deux millions, selon les syndicats.

Il est à noter que si les réformes de 2003 et 2010 sont effectivement entrées en vigueur, les mesures de 1995 liées aux retraites furent finalement abandonnées par le Premier ministre Alain Juppé. Les réformes de 1993 et de 2014 n'ont, elles, pas suscité de fortes contestations dans la rue.

CHANGE OF NAME

Notice is hereby given that **Mr Farzula AULEEAR**, electing his legal domicile in the office of **Me. Pravind NATHOO**, Attorney at Law, of No. 10, Georges Guibert St, Port Louis, has applied to the Honourable Attorney General for leave to change his name **Farzula** into those of **Lucas Fazula**, so that in the future, he shall bear the names and surname of **Lucas Fazula AULEEAR**.

Objections, if any, should be filed in the Registry of the office of the Attorney General within a period of **28 days** as from the last date of publication of the said notice in the papers.

Dated this 28th day of March 2023.

Mr Farzula AULEEAR.
Applicant

SALE BY LICITATION

NOTICE is hereby given that on **Thursday the 13th day of JULY, 2023, at 1.30 p.m** shall take place before the Master's Bar, situate at the New Supreme Court Building, Edith Cavell Street, Port Louis, the **Sale by Licitation prosecuted at the request of Marie Georgette Angela ANTONY, the lawful wife of Mohamad Bin Hasan Ahmad Mohamad, electing her legal domicile in the office of the undersigned Attorney-at-Law situate at 24, Lislet Geoffroy Street, Port Louis against The Curator of Vacant Estates, vested with the property and rights in Mauritius of Johndarris ANTHONY also called John Daris ANTHONY and also known as John DAVIS ANTHONY** of the hereunder described immoveable property, viz:- A portion of land of the extent of **570M2** situate at Port Mathurin, Duncan Street, Rodrigues bounded as follows:- On the first side by a drain along Duncan Street on eighteen metres and ten centimetres (18.10m), on the second side by Lot No.3 on thirty one metres and ninety centimetres (31.90m), on the third side by State Land on Seventeen metres and seventy centimetres (17.70m) and on the fourth side by Lot No.1 on thirty-one metres and ninety centimetres (31.90m), the whole morefully described and transcribed in TV/ROD/24/94, TV/ROD/29/27, TV/ROD/29/28, TV/ROD/29/29, TV/ROD/29/30 and TVR 40/99, together with all that depends and form part thereof without any exception or reservation. All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said immoveable property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication, failing which they shall forfeit such rights.

Under all legal reservations.

Dated at Port Louis, this 28th day of March 2023.

Mrs S. B. JADD00
of No. 24, Lislet Geoffroy Street, Port Louis.
Attorney in Charge of the Sale.

NOTICE UNDER ARTICLE 1398 OF THE CIVIL CODE

Notice is hereby given that in virtue of a deed drawn up by and before Me. R. Clency DHOORAH, Notary Public, dated the 12/05/2022 and duly registered in Reg A202205/000606, and homologated by Her Ladyship, The Honourable Mrs R. D. DABEE, Judge, on the 24th February 2023, **Mr Nitesh DURSANY and Mrs Sabrina Sandhya DURSANY (born VEERAMOOTOO), the lawful wife of Nitesh DURSANY**, who were married on the 30th January 2016 (Act No. 26 of 2016 – Flacq/Central Flacq), under the "legal system of separation of goods", have changed their matrimonial regime so that in future, they may be governed by the provisions of the "legal system of community of goods" conformably with Article 1400 to 1474 of the Code Napoleon.

Under all Legal reservations.

Dated at Port Louis, this 28th day of March 2023.

Me. Vashish BHUGOO
of 08th Floor, Astor Court, (Block B) Georges Guibert Street, Port Louis.
Attorney for Mr and Mrs Nitesh DURSANY.

France

Pénurie, blocage, grève : le point sur la mobilisation contre la réforme des retraites

Pour la dixième journée de mobilisation, mardi, de nouvelles perturbations contre la réforme des retraites sont attendues sur l'ensemble du territoire français. De son côté, le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, a annoncé lundi qu'un dispositif de sécurité "sans précédent" serait déployé. Le point sur les blocages et grèves à prévoir.

Les opposants à la réforme des retraites vont à nouveau manifester partout en France mardi 28 mars, pour une dixième journée d'action contre la réforme des retraites à haut risque avec "nettement plus" de jeunes remontés contre un gouvernement inflexible, et un dispositif de sécurité "inédit".

Gérald Darmanin a annoncé, lundi, un dispositif de sécurité de "13 000 policiers et gendarmes, dont 5 500 à Paris et appelé "dans cette période de violence (...) solennellement chacun et chacune au calme" évoquant la venue possible à Paris mardi de "plus de 1 000 éléments radicaux, dont certains venus de l'étranger et d'autres étaient présents à Sainte-Soline ce week-end".

En parallèle des manifestations, l'épreuve de force se prolonge avec son lot habituel de grèves et de blocages.

Pénurie de carburant

Quelque 15,7 % des stations-service de France sont en pénurie d'au moins un des carburants (essence et/ou diesel) qu'elles proposaient au 1er mars, d'après l'analyse faite par l'AFP des données du site gouvernemental des prix des carburants.

Parmi elles, 7,4 % sont à sec à la suite des mobilisations dans les raffineries contre la réforme des retraites. Le département le plus touché reste la Loire-Atlantique (55,06



% des stations en pénurie d'au moins un carburant).

À ce stade, deux des sept raffineries continuent de produire en France, celle d'Esso-Exxon-Mobil de Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) et celle de TotalEnergies de Feyzin (Rhône), qui tourne "en service à débit réduit", selon la direction du groupe.

Ce week-end, la raffinerie de Port-Jérôme-Gravenchon (Esson-ExxonMobil) - dont les expéditions sont toujours bloquées - a été mise à l'arrêt, à défaut d'être alimentée en brut du fait de la poursuite du mouvement de grève à la Compagnie industrielle maritime (CIM), sur le dépôt pétrolier du Havre.

La raffinerie TotalEnergies dite "de Normandie", à Gonfreville-L'Orcher (Seine-Maritime), est également à l'arrêt, a précisé la direction du groupe.

Selon la direction de TotalEnergies, sur l'ensemble de ses sites, "sur les 304 opérateurs postés lundi matin, 32 % sont en grève sur nos sites, soit 98 personnes", s'agissant d'"opérateurs sur le premier quart et non de l'ensemble des salariés des raffineries".

Baisse de la production électrique

Dans le secteur de l'électricité, les baisses de production se poursuivent. Selon la CGT, 14 763,7 MW dans les centrales (nucléaire, thermique et hydraulique) sont ainsi passés aux mains des grévistes en cumulé sur la journée, soit l'équivalent de la puissance de 14 réacteurs nucléaires.

Le mouvement de grève entraîne également des "blocages d'arrêts" et d'"activités" sur des chantiers de centrales nucléaires.

Déchets

Deux des trois sites parisiens d'incinération des déchets sont toujours bloqués mardi, trois semaines après le début de la grève contre la réforme des retraites, et 7 300 tonnes d'ordures jonchaient encore les rues de la capitale, ont annoncé la Ville et le syndicat métropolitain Syctom.

Le volume de déchets dans les rues de Paris est passé à 7 300 tonnes contre 8 000

dimanche et 10 500 vendredi, selon la mairie.

Grève dans les écoles

Quelque 30 % des professeurs du primaire seront en grève mardi pour la nouvelle journée de mobilisation contre la réforme des retraites, prévoit le Snuipp-FSU, premier syndicat dans les écoles maternelles et élémentaires.

Cette estimation, plus faible que la précédente, s'explique selon le syndicat par "les journées de mobilisation qui se succèdent et deviennent un sacrifice financier pour les enseignants".

"Il y a également une préoccupation des enseignants de ne pas pénaliser enfants et parents au dernier moment", a expliqué à l'AFP sa secrétaire générale, Guislaine David.

Les transports perturbés

Le mouvement de grève continue de mettre les transports publics au ralenti. La circulation des trains sera "fortement perturbée" sur certaines lignes mardi, avec notamment trois TGV sur cinq, un TER sur deux et toujours des difficultés en Île-de-France avec 40 % des trains supprimés sur les lignes A et B, a indiqué la RATP.

Le trafic aérien réduit de 20 % sur les aéroports de Paris-Orly, Marseille, Toulouse et Bordeaux.

Réforme de la justice en Israël: Netanyahu annonce une «pause»

Le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a annoncé lundi une « pause » dans le projet de réforme de la justice qui divise le pays après une journée d'intensification de la contestation et l'apparition de tensions au sein de la majorité.

Deux des principaux chefs de l'opposition ont dit être prêts à dialoguer avec le gouvernement, mais dans le cadre de la médiation proposée depuis plusieurs semaines par le président Isaac Herzog, tout en mettant en garde l'exécutif contre toute tentative de duperie.

Rapidement après le discours de M. Netanyahu, la grande centrale syndicale Histadrout a annoncé la fin de la grève générale qu'elle avait décrétée le matin avec l'objectif affiché de stopper la réforme.

Dans la société civile, les organisateurs de la contestation, qui s'impose depuis des semaines comme l'un des plus grands mouvements de mobilisation populaire qu'ait connus Israël, se sont montrés beaucoup plus circonspects, appelant à continuer les manifestations tant que le projet n'est pas « totalement stoppé ».

« Ce n'est pas du tout une victoire, la lutte doit continuer », résumait ainsi dans la soirée une manifestante à Tel-Aviv, Sharon Hefez, écrivaine de 59 ans, accusant M. Netanyahu de « mensonges ».

Affirmant vouloir donner « une vraie chance à un vrai dialogue », M. Netanyahu a annoncé avoir « décidé d'une pause » dans le processus législatif « afin de parvenir à un large accord » sur la réforme à la prochaine session parlementaire devant s'ouvrir après la Pâque juive (5 au 13 avril).

« Si la législation s'arrête réellement et totalement, nous sommes prêts à entamer

un véritable dialogue à la résidence du président », a réagi le chef de l'opposition, Yaïr Lapid (centre), mais « nous [devons] d'abord nous assurer qu'il n'y a pas de ruse ou de bluff ».

«Main tendue»

« Mieux vaut tard que jamais », a déclaré Benny Gantz (centre droit), autre ténor de l'opposition. « Nous nous présenterons immédiatement à la résidence du président, la main tendue », a-t-il ajouté, enjoignant M. Netanyahu « à cesser les menaces » et à envoyer une équipe chez M. Herzog.

Celui-ci a salué la décision du premier ministre et appelé les deux camps en présence à préserver l'unité du pays et à renoncer à toute violence.

Allié de poids d'Israël, Washington, qui avait fait part à plusieurs reprises de ses inquiétudes face au projet de réforme, a salué une décision qui « donne plus de temps pour trouver un compromis ».

Depuis l'annonce du projet de réforme début janvier, des dizaines de milliers d'Israéliens manifestent toutes les semaines pour le dénoncer et conspuer le gouvernement formé en décembre par M. Netanyahu.

Le rythme des manifestations s'est intensifié depuis la mi-mars et la tension était encore montée dimanche après l'annonce du limogeage du ministre de la Défense, Yoav Gallant, qui s'était prononcé publiquement la veille pour une « pause » dans la réforme, exprimant des craintes pour la sécurité d'Israël face à un important mouvement de réservistes refusant de s'acquiescer de leurs obligations militaires.

Des milliers d'Israéliens étaient alors



descendus dans la rue à Tel-Aviv, ce qui avait donné lieu dans la nuit à des heurts avec les forces de l'ordre. Après ces incidents, M. Herzog, qui joue un rôle essentiellement protocolaire, a appelé lundi matin le gouvernement à « stopper immédiatement » l'examen de la réforme au Parlement.

Lundi encore, des dizaines de milliers d'Israéliens ont manifesté à Tel-Aviv et autour du Parlement à Jérusalem pour protester contre la réforme. Dans la soirée, une contre-manifestation, la première du genre, a rassemblé plusieurs milliers de personnes

près de la Cour suprême, à Jérusalem.

«Détourner l'attention»

Pour le gouvernement de M. Netanyahu, l'un des plus à droite de l'histoire d'Israël, la réforme vise à rééquilibrer les pouvoirs en diminuant les prérogatives de la Cour suprême, que l'exécutif juge politisée, au profit du Parlement.

Les contestataires estiment au contraire qu'elle risque d'entraîner une dérive illibérale ou autoritaire.

Les derniers jours ont montré des tiraillements dans la majorité. Deux députés du Likoud, le parti de M. Netanyahu, ont critiqué l'annonce du limogeage du ministre de la Défense et apporté leur soutien à M. Gallant.

Le parti du ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, figure de l'extrême droite et qui, selon la presse israélienne, avait menacé de quitter le gouvernement en cas de pause dans la réforme, a annoncé la conclusion d'un accord avec M. Netanyahu liant la suspension du travail législatif à l'élargissement de son portefeuille.

Signe des défis qui attendent encore le pays, la physicienne Shikhma Bressler, une des organisatrices du mouvement de contestation a déclaré sur Twitter ne prendre « pour argent comptant aucun mot » de Netanyahu.

« Tant que le travail législatif [sur la réforme] n'est pas totalement stoppé, nous manifesterons dans les rues », assure de son côté un des collectifs de la contestation, qui dénonce « une nouvelle tentative de Netanyahu de détourner l'attention du public pour affaiblir la contestation avant d'établir une dictature ».

Aux Etats-Unis, une fusillade dans une école primaire fait six morts, dont trois enfants

La police, qui a tué sur place l'assaillant, une personne transgenre de 28 ans, a découvert, à son domicile, un plan de l'école et un manifeste. La violence armée « déchire l'âme même de notre nation », a réagi le président américain, Joe Biden.

Trois enfants et trois adultes ont été tués, lundi 27 mars, lors d'une fusillade dans une école primaire de Nashville, dans le sud des Etats-Unis.

La personne ayant commis la tuerie, rapidement abattue par les agents arrivés sur les lieux, a été désignée par la police comme une femme et une personne transgenre de 28 ans, répondant au nom d'Audrey Hale, mais son profil LinkedIn semble indiquer une volonté d'utiliser des pronoms masculins.

Armée d'au moins deux fusils d'assaut et d'un pistolet, cette personne s'est introduite dans la matinée dans les locaux d'une école chrétienne privée, The Covenant School, en tirant à travers une porte en verre. Après avoir traversé le rez-de-chaussée, elle s'est dirigée vers le premier étage en tirant de nombreux coups de feu. Trois élèves, âgés de 8 à 9 ans, et trois adultes, de 60 à 61 ans, ont été tués par ses balles. Le nom d'une des victimes adultes, identifiée comme Katherine Koonce, correspond à celui de la directrice de l'école, selon le site de l'établissement.

Rapidement dépêchés sur place, des agents ont tué l'assaillant, un quart d'heure après le premier appel aux secours, selon le porte-parole de la police, Don Aaron. Pendant l'assaut, une des enseignantes a réussi à appeler sa fille. « Elle m'a dit qu'elle était cachée dans un placard et que ça tirait



de partout », a raconté cette dernière, Avery Myrick, à la chaîne locale WSMV4.

« D'après notre enquête préliminaire, à un moment donné, [Audrey Hale] a été élève dans cette école, mais nous ne sommes pas certains de l'année », a déclaré John Drake, pour qui le mobile, encore inconnu, pourrait être lié à une « rancune » à l'encontre de cette école.

Un « manifeste » découvert lors d'une perquisition au domicile d'Audrey Hale, faisait état d'autres cibles potentielles, a-t-il précisé. Ce document, ainsi qu'un plan « montrant les accès » de l'école, et des « écrits » supplémentaires retrouvés dans son véhicule, semblent indiquer que le carnage était prémédité.

Biden appelle le Congrès à agir

Joe Biden a qualifié la tuerie de « répugnante ». La violence armée « déchire l'âme même de notre nation », a ajouté le président des Etats-Unis. Il a également salué la réactivité de la police et appelé à nouveau

le Congrès à interdire les fusils d'assaut, alors qu'une proposition de loi en ce sens est bloquée par les élus d'opposition.

« Combien d'autres enfants devront être tués avant que les républicains au Congrès (...) adoptent une interdiction des fusils d'assaut ? », a réagi la porte-parole de la Maison Blanche, Karine Jean-Pierre. « Trop, c'est trop », a-t-elle encore dit.

Plusieurs élus de l'Etat du Tennessee ont immédiatement fait part de leur émoi sur les réseaux sociaux. « Je suis dévasté et j'ai le cœur brisé face aux nouvelles tragiques de l'école Covenant », a ainsi tweeté le sénateur républicain Bill Hagerty.

Les Etats-Unis, où environ 400 millions d'armes à feu sont en circulation, sont fréquemment endeuillés par des fusillades meurtrières, y compris en milieu scolaire. Le drame le plus marquant a été commis en 2012 par un déséquilibré dans une école primaire du Connecticut, au cours duquel vingt enfants âgés de 6 et 7 ans avaient été

tués.

Un tel événement s'est répété en mai 2022 quand un homme de 18 ans a abattu dix-neuf élèves et deux enseignants dans une école primaire à Uvalde, au Texas. Entre ces deux drames, un massacre commis dans un lycée en Floride, le 14 février 2018, à Parkland, a déclenché un vaste mouvement national, avec la jeunesse en fer de lance, pour exiger un encadrement plus strict des armes individuelles aux Etats-Unis.

Avancées législatives marginales sur le port d'armes

Depuis son investiture, Joe Biden a pris une série de décrets sur la régulation des armes à feu, mais ils n'ont qu'une portée limitée car c'est le Congrès qui est compétent en la matière. Ses appels à interdire les armes d'assaut ont peu de chances d'être entendus, puisque les républicains, qui contrôlent la Chambre des représentants, s'y opposent farouchement. En outre, la puissante National Rifle Association, le premier lobby américain des armes, fait une campagne acharnée contre une telle mesure.

Les Etats-Unis ont interdit les fusils d'assaut pendant dix ans, entre 1994 et 2004. Depuis, la violence par armes à feu a augmenté, ainsi que les ventes d'armes pendant la pandémie, avec un fort engouement pour le fusil semi-automatique AR-15.

Dans le pays, où le port d'arme est un droit constitutionnel, les seules avancées législatives récentes restent marginales, comme la généralisation des contrôles d'antécédents judiciaires et psychiatriques avant tout achat d'arme.

Un sondage d'ABC News et du Washington Post datant de février montre que 51 % des Américains s'opposent à une interdiction des armes d'assaut, tandis que 47 % y sont favorables.

En Equateur, au moins sept morts et soixante-deux disparus dans un glissement de terrain

Plusieurs dizaines de maisons ont été ensevelies à Alausi, dans le sud du pays, par une coulée de boue provoquée par de fortes pluies tombées dans la nuit de dimanche à lundi.

Selon le dernier bilan officiel publié lundi 27 mars, sept personnes sont mortes et soixante-deux sont portées disparues dans un glissement de terrain provoqué dans le sud de l'Equateur par de fortes pluies dans la nuit de dimanche à lundi. En outre, vingt-trois personnes sont blessées.

Plusieurs dizaines de maisons ont été ensevelies dans la localité d'Alausi, dans la province de Chimborazo, à environ 300 km au sud de Quito, dans une zone andine frappée la semaine dernière par un tremblement de terre qui a fait quinze morts, dont un au Pérou voisin. Près de 500 personnes au total ont été affectées par la coulée, sur un quartier accroché à la montagne dans la périphérie nord-est de la ville.

« Nous sommes à la rue, neuf membres de ma famille sont morts. Ils sont enterrés », a déclaré un rescapé, Luis Gonzales, interviewé en sanglots par une chaîne de TV locale. L'homme continuait de chercher sa sœur dans les décombres, sans grand espoir. « Tout est recouvert », lui avait-on dit.



Des risques identifiés par une « alerte jaune »

Une énorme coulée de boue brunâtre est descendue soudainement des montagnes verdoyantes qui entourent Alausi, où vivent quelque 45 000 habitants. Les images diffusées par les médias locaux ont montré des dizaines de secouristes et de civils s'affairant autour des débris pour tenter de dégager des personnes ensevelies, dans un ballet d'ambulances à gyrophares et sirènes hurlantes.

« Je déplore que sept personnes soient mortes et que 62 personnes soient toujours portées disparues », a déclaré lundi soir le président Guillermo Lasso à son arrivée dans la localité d'Alausi. « Nous continuerons de mener des opérations de sauvetage », a assuré M. Lasso. Dans la zone sinistrée, quelque 600 maisons épargnées par la coulée ont été évacuées sur ordre des autorités.

Le « bruit fatal » du pan de la montagne qui s'est détaché résonne encore dans l'esprit de Maria Villa, 46 ans, qui s'est échappée de sa maison par une fenêtre avec son mari et sa fille. « J'étais en train de préparer à manger (...) et j'ai entendu un bruit », raconte-t-elle à l'Agence France-Presse (AFP), apeurée. Son mari a aussitôt crié : « La colline est en train de s'écrouler ».

Maria reconnaît que les autorités avaient recommandé à sa famille de quitter la zone, celle-ci ayant été classée en « alerte jaune » en février en raison de risques de glissements de terrain après de fortes intempéries.

« Cette semaine, ils nous ont conseillé de partir, mais la vérité c'est que cela fait de la peine de laisser nos affaires derrière nous. Je sais que la vie a plus de valeur, mais c'est une douleur si forte », confie-t-elle.

Les autorités avaient également mis en garde contre un possible effondrement de la

route E35 dans le secteur de Casual, où une partie de la montagne s'était détachée.

« Nez du Diable »

Le bureau du gouverneur de Chimborazo a fait savoir qu'il préparait des centres de collecte de nourriture pour aider les personnes touchées. Les forces armées participent aux opérations de secours et à l'acheminement de matériel pour construire des abris temporaires. De son côté, la Croix-Rouge locale a fourni des « soins pré-hospitaliers » aux victimes. Des habitants des villages voisins sont également arrivés dès les premières heures de la matinée pour participer aux opérations de sauvetage.

La ville d'Alausi est connue dans le monde entier pour le « Nez du Diable », une pente abrupte par laquelle passe la ligne ferroviaire transandine de l'Equateur, un tronçon surnommé le « train le plus difficile du monde » en raison de sa dangerosité.

Depuis janvier, les fortes pluies ont déjà fait vingt-deux morts et 346 sans-abri dans le pays. Plus de 6 900 maisons ont été endommagées et 72 ont été détruites, selon les autorités. Quelque 987 incidents ont été causés par les intempéries, tels que inondations et glissements de terrain. En février, les pluies ont entraîné une suspension de cinq jours du pompage du pétrole brut car un oléoduc menaçait de se rompre après l'effondrement d'un pont.

CAN-2024

Le Sénégal impressionne, la Tunisie invaincue et le Mali proche de la qualification

Lors de la troisième journée des éliminatoires pour la CAN-2024 en Côte d'Ivoire, plusieurs équipes ont fait un grand pas vers la qualification. Le Burkina Faso, le Sénégal, la Tunisie, le Mali, le Gabon, la Zambie, l'Algérie, le Ghana et la Guinée-Bissau sont toujours invaincus et devraient bientôt composer leur ticket.

Groupe A : le Nigeria tombe à domicile, la Sierra Leone espère

La Guinée-Bissau est allée surprendre le Nigeria chez lui à Abuja dans le choc du groupe A. Malgré une domination des "Super Eagles", Mama Samba Baldé a inscrit le seul but de la rencontre pour les "Djurtus", leur permettant de prendre une longueur d'avance sur leurs adversaires au classement. Le match retour, ce lundi, s'annonce prometteur.

Derrière, la Sierra Leone et Sao Tomé-et-Principe ont d'abord fait match nul en Afrique de l'Ouest (2-2) puis la Sierra Leone a pris le meilleur sur son adversaire insulaire (0-2). Les "Leone Stars" ne sont qu'à un point du Nigeria et à deux de la Guinée-Bissau – mais avec un match de plus.

Groupe B : carton plein pour le Burkina

Le Burkina Faso s'est imposé in extremis contre le Togo (1-0), dernier du groupe, continuant ainsi sa série de victoire en éliminatoires de la CAN. Le joueur du Sheriff Tiraspol Abdoul Tapsoba a donné la victoire aux siens d'une tête.

L'autre match du groupe a donné lieu à un triste 0-0 entre le Cap-Vert et Eswatini.

Groupe C : le Cameroun cale contre la Namibie

Au stade Ahmadou-Ahidjo, le Cameroun a coïncé contre la Namibie (1-1). Mis en danger par l'ouverture du score de Peter Shalulile, les "Lions indomptables" ont dû attendre l'égalisation d'Olivier Kemen à la 72e pour sauver un point. Les hommes de Rigobert Song peuvent blâmer leur maladresse, avec seulement deux tirs cadrés sur 17.

Le Burundi pour sa part n'a pas joué, le groupe C étant composé de seulement trois équipes depuis l'exclusion du Kenya de la compétition.

Groupe D : l'Égypte se reprend, la Guinée suit le mouvement

Dans le groupe le plus serré de tous à l'issue de la deuxième journée – toutes les équipes pointaient à trois points –, malheur aux vaincus. L'Égypte était prévenue après

sa défaite en Éthiopie. Les "Pharaons" se sont parfaitement repris face au Malawi en l'emportant 2 à 0.

Dans l'autre rencontre du groupe, la Guinée s'est imposée sur le même score face à l'Éthiopie. Les Guinéens ont ouvert le score en première période avec un but de François Kamano avant que Mohamed Bayo double la mise en seconde période.

Groupe E : le Ghana in extremis, l'Angola deuxième

Il a fallu attendre les tout derniers instants du match pour que le Ghana remporte la victoire face à l'Angola. C'est Antoine Semenyo qui a délivré les siens à la 96e minute. Une victoire in extremis qui permet aux "Black Stars" de consolider leur première place avec sept points, tandis que l'Angola se retrouve en deuxième position avec quatre points.

Les "Antilopes noires" sont talonnées de près par la République centrafricaine, qui a giflé Madagascar (3-0) et compte également quatre points.

Groupe F : l'Algérie s'en sort bien, la Tanzanie vainqueur du derby est-africain

L'Algérie visait la passe de trois mais a failli tomber face à d'étonnants Nigériens. Les "Menas" ont ouvert le score face aux "Fennecs" grâce à Sosah en première période. Mais les hommes de Djamel Belmadi ont remis les pendules à l'heure en seconde période grâce à l'entrant Bounedjah et un coup de génie de la star Mahrez.

La Tanzanie se positionne à la deuxième place du groupe avec quatre points, après avoir battu l'Ouganda 1-0 dans le derby est-africain joué au Caire.

Groupe G : le Soudan du Sud rêve, le Mali toujours plus haut

Le Mali survole les éliminatoires. Les "Aigles" ont ajouté une victoire dans leur escarcelle en battant la Gambie 2 à 0. En comptant désormais neuf points, ils sont quasiment qualifiés pour la Côte d'Ivoire.

Derrière, après sa victoire contre le Congo (2-1), le Soudan du Sud pointe à la deuxième place grâce à la différence de



but. Les "Scorpions" peuvent rêver d'une première qualification pour la compétition reine du continent.

Groupe H : la Zambie reste première, Haller marque pour la Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire, déjà qualifiée pour la CAN-2024 en tant que pays hôte, n'a pas tremblé face aux Comores (3-1). Un match au cours duquel Sébastien Haller, qui revient d'un cancer, a marqué pour son retour avec les "Éléphants".

De son côté, la Zambie s'est imposée face au Lesotho (3-1), confortant sa première place du groupe.

Groupe I : le Gabon prend la tête, la RD Congo dernière

Le Gabon a dû s'affairer pour arracher sa deuxième victoire dans le groupe I. Les "Panthères", longtemps stériles, ont dû attendre la 72e minute pour ouvrir le score et vaincre les "Crocodyles" du Soudan. À l'arrivée, les hommes de Patrice Neveu pointent à la première place avec sept points.

La RD Congo, en mauvaise posture après deux journées, s'est offert un peu d'air. Elle s'est remise sur les rails en s'imposant 3-1 à Lubumbashi face à la Mauritanie mais devra confirmer si elle veut s'extraire de la dernière place et se qualifier pour la Côte d'Ivoire.

Groupe J : la Tunisie invaincue

Première de la poule à l'entame de la rencontre, la Tunisie est désormais invaincue depuis trois matches et a confirmé sa solidité défensive en n'encaissant aucun

but. Les "Aigles de Carthage" n'ont fait qu'une bouchée de la Libye (3-0) dans ce derby maghrébin.

Victorieuse contre le Botswana 2 à 0, la Guinée équatoriale occupe la deuxième place avec six points, tandis que les Botswanais sont derniers avec un seul point.

Groupe K : l'Afrique du Sud a tout gâché

Alors qu'elle menait 2-0, l'Afrique du Sud s'est fait rattraper par le Liberia, à 2-2. Les "Bafana Bafana" ne comptent qu'un seul point pour un seul match nul et devront battre le Liberia à Monrovia pour rester optimistes.

Comme le groupe C, le groupe K ne compte que trois équipes depuis l'expulsion du Zimbabwe de la compétition. La dernière équipe n'est autre que le Maroc, demi-finaliste du dernier Mondial, qui marche sur l'eau. Elle s'est offert une victoire de prestige face au Brésil en match amical (2-1).

Groupe L : le Sénégal impressionne

Le Sénégal, champion en titre, a montré toute sa puissance en battant le Mozambique 5 à 1. Une victoire qui permet aux "Lions de la Teranga" de se rapprocher de la qualification pour défendre ainsi leur titre. Les hommes d'Aliou Cissé n'ont besoin que d'un seul point pour composer leur ticket pour la Côte d'Ivoire.

Le Mozambique est deuxième avec quatre points et défiera une nouvelle fois les Sénégalais, cette fois à Maputo. Le Rwanda est troisième du groupe après son match nul 1-1 contre le Bénin.

Arsenal sur les traces d'un ancien du Stade Rennais

Arsenal aimerait recruter le latéral droit français de Galatasaray, Sacha Boey (22 ans).

Arsenal prépare déjà son mercato estival ! Les Gunners évaluent les différentes possibilités pour se renforcer à tous les postes dans l'objectif de préparer leur probable retour en Ligue des Champions. Selon les informations de Calciomercato, le club anglais serait prêt à faire une offre de 10 millions d'euros à Galatasaray pour recruter l'ancien joueur formé au Stade Rennais, Sacha Boey. Le latéral droit français évolue avec le club turc depuis son départ de la Bretagne en 2021. Cette saison, il a réalisé 22 matchs de



championnat avec l'actuel leader de la Süper Lig. En fin de contrat avec Galatasaray en juin 2025, Arsenal va devoir se montrer convaincant pour que le club d'Istanbul libère Sacha Boey.

Manchester City : 80 M€ pour cet ancien de l'OL ?

Auteur d'une très bonne saison avec Newcastle, Bruno Guimaraes pourrait rejoindre les rangs de Manchester City lors du mercato d'été.

Le milieu de terrain brésilien a suscité l'intérêt des SkyBlues et le club se montre prêt à faire une offre importante pour le recruter. D'après le Mirror, Manchester City serait disposé à offrir 80 millions de livres sterling (environ 91 millions d'euros) et à inclure le milieu de terrain Calvin Phillips en échange de l'ancien joueur de l'Olympique Lyonnais, Bruno Guimaraes.

Valorisé à 110 millions d'euros par sa direction et est sous contrat jusqu'en juin 2026, le Brésilien est également surveillé



par Chelsea, le PSG et le Real Madrid. Reste à savoir si cette offre sera suffisante pour convaincre les Magpies.

EURO-2024

La France bat l'Irlande et conserve la tête de son groupe

Un but de Benjamin Pavard a permis à la France de s'imposer 1-0 lundi en Irlande en qualifications de l'Euro-2024, pour rester en tête du groupe B après deux rencontres.

Le but est venu de Benjamin Pavard. Le défenseur a permis à la France de s'imposer 1-0 lundi 27 mars en Irlande lors des qualifications de l'Euro-2024. Une victoire qui permet aux Bleus de conserver la tête du groupe B après deux rencontres.

Après leur large succès 4-0 vendredi contre les Pays-Bas, les Bleus ont eu beaucoup plus de mal face une Irlande ultra-défensive.

Pavard a débloqué la situation à la 50e minute, pour sa première titularisation depuis le Mondial-2022, où il avait perdu sa place après un match raté contre l'Australie.

Relancé par Didier Deschamps à Dublin, le défenseur déclassé Benjamin Pavard est sorti de sa boîte pour transpercer le rideau défensif des Irlandais (1-0) lundi, et acter sa résurrection après avoir été écarté au Mondial par le sélectionneur.

Le Nordiste de 26 ans devait commencer à trouver le temps long, très long, sur le banc français. Mais après sept matches sans jouer, il a su saisir la main tendue de Deschamps et se montrer décisif, à défaut d'être brillant dans le jeu.



À la 50e minute, il a surgi pour intercepter une passe de Josh Cullen, s'est amené le ballon en bonne position et a déclenché une frappe sèche qui, après avoir effleuré le dos d'un adversaire, s'est logée magnifiquement sur la partie basse de la transversale avant de rentrer. De quoi

réveiller le doux souvenir de sa volée magique contre l'Argentine au Mondial-2018.

Le filet a tremblé

Les Bleus avaient bien besoin de cette inspiration inattendue pour faire, enfin, la différence dans une partie où ils ont peiné à

être dangereux. Le filet a tremblé, du bon côté, lors premier tir cadré du match !

Dans l'euphorie de son troisième but international, le premier depuis novembre 2020, Pavard s'est élancé vers un poteau de corner pour célébrer son bijou d'une longue glissade, avant de se frapper le torse comme un guerrier.

La célébration avait un fort goût de libération pour le Munichois, acclamé par près de 3 000 supporters français massés dans un virage de l'Aviva Stadium.

Ancien taulier de Deschamps, le N°2 des Bleus a brutalement glissé dans la hiérarchie des arrières droits après le premier match de la Coupe du monde au Qatar contre l'Australie (4-1), qu'il a débuté. Jules Koundé a enfilé les habits de titulaire au Qatar, suppléé par le novice Axel Disasi, défenseur axial de formation.

Le sélectionneur a peu goûté sa prestation face aux Socceroos, et encore moins l'attitude du champion du monde 2018, après. Selon plusieurs médias, Pavard a refusé les critiques formulées par le staff à son endroit, ce qui a achevé de le condamner.

Le Borussia M'Gladbach ne retiendra pas Manu Koné



Placé dans le viseur du PSG pour le prochain mercato estival, Manu Koné ne sera pas retenu par le Borussia M'Gladbach. Mais il faudra y mettre le prix.

Titulaire indiscutable avec le Borussia M'Gladbach cette saison, Manu Koné impressionne au point d'attirer les plus grands clubs européens, dont le PSG. Déjà actif sur le marché pour renforcer son milieu de terrain la saison prochaine, le champion de France en titre aurait tranché entre Manu Koné et Khéphren Thuram.

À en croire le média Goal, Luis Campos préférerait le joueur du Borussia M'Gladbach pour renforcer son entrejeu. Ce lundi, le journaliste Fabrizio Romano a fait le point sur ce dossier sur son compte Twitter. Le spécialiste mercato confirme notamment l'intérêt du Paris Saint-Germain, mais également celui de Chelsea et de Manchester United pour l'international espoir français. Néanmoins, il assure que pour déloger le joueur formé à Toulouse, le PSG devra signer un gros chèque.

Manu Koné à Paris pour 50 millions d'euros ?

Recruté en janvier 2021 contre un chèque de 9 millions d'euros, Manu Koné pourrait rapporter gros au Borussia M'Gladbach. Conscients de la puissance financière des prétendants du joueur, les dirigeants du club allemand comptent bien encaisser un gros chèque pour son éventuel transfert. En effet, Fabrizio Romano indique que l'actuel 10e de Bundesliga réclame au moins une enveloppe de 50 millions d'euros, hors bonus, pour laisser filer le natif de Colombes.

Sous contrat jusqu'en juin 2025, Manu Koné a déjà avoué qu'un intérêt du Paris SG « ça fait plaisir. Je suis Parisien. Forcément, c'est un grand club qui joue la Ligue des Champions, qui a de très grands joueurs. Donc, en évoluant à leurs côtés, tu ne peux que progresser. Pour le moment, la vérité, c'est que je suis à Gladbach. Je dois rester concentré. On verra après ce qu'il peut se passer. Il faut rester lucide et professionnel ». D'après les informations de Téléfoot, un départ est déjà acté pour le coéquipier de Marcus Thuram et son club cet été.

Atlético de Madrid intéressé par Ceballos

Actuellement en fin de contrat avec le Real Madrid, Dani Ceballos est un joueur très courtisé sur le marché des transferts. Si plusieurs clubs de Premier League avaient manifesté leur intérêt lors du mercato hivernal, c'est désormais l'Atlético de Madrid qui tente de convaincre le milieu de terrain de rejoindre leurs rangs. Le joueur espagnol attend cependant un geste de la part des dirigeants madrilènes avant de prendre une décision.

Malgré son absence de nouvelles de la part de la direction du Real Madrid, Ceballos a donné la priorité à son club actuel. Cependant, il souhaite une offre de renouvellement en fonction de ses performances sur le terrain, ce que le Real



Madrid semble pour le moment ne pas avoir fait. Cette situation, selon Marca, a incité l'Atlético de Madrid à s'intéresser à lui, et le club a déjà envoyé deux émissaires pour discuter de son avenir.

Bien que la relation entre les deux clubs rivaux soit tendue, l'Atlético de Madrid considère que le joueur pourrait être une grande acquisition. Le Real

Madrid a pour sa part décidé de se concentrer sur la compétition avant de négocier les renouvellements de contrat des joueurs en fin de contrat. Cependant, il est à noter que Ceballos a réussi à inverser la tendance en démontrant des performances convaincantes lors des matches du Real Madrid, mais également en équipe nationale.

Le cas de Dani Ceballos sera probablement résolu dans les semaines à venir, une fois que le Real Madrid aura pris une décision quant à l'avenir du joueur. L'Atlético de Madrid n'attendra toutefois pas cette décision pour se positionner sur un éventuel transfert du milieu de terrain espagnol.

Neymar prend un engagement fort pour son avenir

En convalescence et forfait pour le reste de la saison, Neymar a pris un engagement fort pour son avenir. L'attaquant du PSG a fait une déclaration.

Dimanche dernier après-midi, Neymar a créé l'événement en Espagne, plus précisément au Camp Nou. En effet, l'ancien milieu offensif du FC Barcelone a annoncé son adhésion à la Kings League. Lancée début 2023 par Gerard Piqué, la compétition mêlant e-sport et football, va désormais s'exporter en Amérique du Sud grâce au numéro 10 du Paris Saint-Germain.

Dans un court spot diffusé sur les écrans du stade, l'international brésilien a notamment déclaré : « Il n'y a qu'un seul roi ici. Je veux une équipe dans la Kings League », confirmant ainsi qu'il allait désormais avoir sa propre équipe dans la Kings League Brésil. Un joli coup de communication pour la compétition de Gerard Piqué, qui connaît déjà un véritable succès.

En plus de Ronaldinho, Neymar va aussi prendre les rênes d'une autre équipe en la présidant.

Concernant son avenir en club, le joueur de 31 ans n'a pas l'intention de quitter le PSG, mais une offre folle pourrait lui être formulée dans les semaines à venir.

Neymar en Arabie saoudite ?

Selon Gulf News, média spécialisé dans le Moyen-Orient, face au refus de Lionel Messi, Al-Hilal pourrait sortir le grand jeu pour s'attacher les services de Neymar lors du prochain mercato estival. Alors que son grand rival Al-Nassr a signé Cristiano Ronaldo cet hiver, le club de Riyad serait prêt à faire une folie pour attirer une grosse star mondiale.

Lionel Messi préférant poursuivre son aventure en Europe, Al-Hilal voudrait attirer le coéquipier de Kylian Mbappé. D'autant que le clan Neymar pourrait étudier les offres, et que le fait d'évoluer dans un championnat moins exigeant pourrait aider le protégé de Christophe Galtier à garder sa motivation, après l'énorme déception de la dernière Coupe du monde au Qatar.